

Pour leurs multinationales, les dirigeants nord-américains et européens cherchent, avec le projet de marché transatlantique, une réponse à la crise de débouchés qu'ils ont eux-mêmes créée avec l'austérité renforcée, qu'ils appliquent avec zèle.

En même temps, les États-Unis et ce que l'on appelle « le monde occidental », cherchent à juguler leur perte d'hégémonie, dans un monde en pleine recomposition. La montée en puissance des pays en développement bouleverse bien des scénarios préétablis et reconfigure la géopolitique mondiale, avec les puissances en devenir que sont l'Inde, la Chine, le Brésil, mais aussi des pays comme le Nigeria, l'Indonésie ou la Colombie. L'époque est celle de l'accélération de la mondialisation, impulsée par l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Cette mondialisation, aujourd'hui à dominante capitaliste et financière, peut devenir demain celle des solidarités et de la coopération.

Les autorités américaines considèrent elles-mêmes que leur pays est fragilisé par leurs revers en Irak, en Afghanistan et par la crise économique, financière qu'elles affrontent. L'Union européenne subit une crise sociale, économique, financière et une crise de légitimité vis-à-vis des citoyens, dont elle risque de ne pas se remettre si elle n'est pas profondément transformée.

La part des pays occidentaux dans l'économie mondiale va passer de 56% à 25% d'ici 2030, selon un rapport de la CIA intitulé « *Le monde en 2030 vu par la CIA* ».

De son côté, le dernier rapport du programme des Nations-Unies pour le développement, publié en avril 2013, a identifié plus de 40 pays en développement qui ont amélioré davantage que prévu leurs indices de développement humain durant ces dernières décennies. Il ajoute, « *que les populations du monde sont de plus en plus interconnectées et interdépendantes, que leurs peuples sont de plus en plus exigeants à se faire entendre, car ils partagent des idées à travers des canaux de communication et recherchent une plus grande responsabilisation des gouvernements et des institutions internationales* ».

Bref, la crise d'hégémonie des États-Unis ouvre la voie à la fin de cinq siècles de domination occidentale, au même titre que la chute du mur de Berlin a mis fin à la bipolarisation du monde et aussi pour un temps à l'existence d'une alternative réelle au capitalisme, dont la crise se confond avec celle du modèle occidental. Sa fin peut être précipitée encore par l'effondrement économique et financier. La CIA va jusqu'à reconnaître que le modèle capitaliste occidental est terrassé par la crise et « non par les terroristes ». « La menace vient de l'intérieur même du système », alerte-t-elle. Quel terrible aveu ! Voilà qui éclaire d'un jour nouveau l'espionnage généralisé auquel se livre

les États-Unis, mais aussi l'acharnement contre B. Manning, J. Assange ou E. Snowden.

Voilà qui donne une idée des puissantes contradictions à l'œuvre, qui provoquent des craquèlements du système dans lesquels les peuples et les forces syndicales et progressistes doivent s'engouffrer.

On peut même penser que les peuples refusent toute idée d'hégémonie nouvelle sur le monde tant ils aspirent à prendre leur destin en main.

Les contours de la lutte des classes à l'échelle internationale se modifient sans doute plus fortement et plus rapidement que ne laissent entrevoir les apparences.

Ceci se déroule sur une planète qui, dans moins de vingt ans, c'est-à-dire demain, sera peuplée de plus de 8,5 milliards d'êtres humains qui seront, grâce aux réseaux sociaux, interconnectés, disposeront de plus d'informations. Plus éduqués et cultivés, ils aspireront à maîtriser toujours mieux leur destin. C'est là une irrépressible aspiration.

Mais, dans les vingt prochaines années, la demande croissante de ressources en eau d'au moins 40%, en nourriture de 35%, en énergie d'environ 50%, pourrait conduire à des pénuries, à des tensions, voire à des guerres.

Ce sont là de grands enjeux stratégiques.

Au dépend de l'environnement, les États-Unis ont décidé l'exploitation du gaz de schiste pour garantir leur indépendance énergétique. Mais que se passera-t-il si les pays pétroliers sont poussés à la ruine et si le climat tourne au dérèglement général ?

Ce qui avait été considéré hier comme de bonnes nouvelles, doit être analysé de manière contradictoire. Le développement accéléré d'un certain nombre de pays créera sans doute les conditions d'existence de classes considérées par les statistiques comme « moyennes ». Phénomène positif, mais qui peut amplifier la dégradation de l'environnement et poser de nouveaux problèmes d'accès à l'eau. Quel effet du vieillissement de la population sur les moyens à consacrer à la santé, à la protection sociale et aux retraites ? Les technologies apporteront des solutions nouvelles, inédites, à des problèmes insolubles aujourd'hui. Elles permettront de nouvelles cultures pouvant modifier les systèmes productifs. Elles ouvriront la porte à une nouvelle conception de la productivité des machines et des êtres humains. Mais, selon la formule de Rabelais, « *science sans conscience n'est que ruine de l'âme* ». Cela ne réussira que si la démocratie, au sens premier du terme, irrigue toutes les activités, sur toute la surface du globe.

Des gains de productivité nouveaux pourraient dès lors changer encore le rapport entre temps de travail et temps hors-travail, ouvrir de nouvelles voies à un

partage des richesses plus équitable. Mais en même temps, les virus biologiques ou informatiques peuvent rendre l'humanité fragile. De même, il sera de plus en plus difficile à un pays seul de maîtriser l'imbrication des réseaux informatiques, des connexions. Si des systèmes si sophistiqués se mettaient à défaillir, ceci pourrait avoir de redoutables conséquences sur la sécurité de nos vies quotidiennes, l'accès à l'eau, à l'électricité, nos possibilités d'échanges de courriels, la sécurité des moyens de paiement dématérialisés, etc.

Pour éviter que ce siècle ne soit celui de désastres écologiques ou technologiques, le monde aurait besoin, non pas de plus de « marché transatlantique » ou « transpacifique », d'accords bilatéraux de libéralisation et de déréglementation entre les États-Unis et d'autres pays ou groupes de pays ayant pour seul objectif d'assurer la suprématie nord-américaine, mais d'une réelle volonté de mise en commun, de coopération et de partage dans tous les domaines : recherche, savoirs, éducation, culture, santé, agriculture, alimentation, eau, préservation et amélioration de la diversité, échanges équitables, climat, transport, énergie. Au lieu de faire de la Chine et des pays en développement des adversaires et d'alimenter de dangereuses guerres économiques, considérons que leurs besoins en infrastructures, en logements économes en énergie, en biens de consommation, en usines, en transports écologiques, peuvent susciter une augmen-

tation d'un investissement mondial de nouveau type, inédit depuis un demi-siècle.

Le grand projet humain de la période ne devrait plus être la compétition, la concurrence entre pays, entre entreprises, entre êtres humains, mais il devrait être fondé sur deux piliers : la démocratie et la coopération. Et s'il fallait engager un débat sur les standards et les normes, pourquoi ne pas réfléchir avec l'objectif, pour chaque secteur et chaque produit, à un standard de norme la plus socialement qualitative, la plus protectrice de l'environnement et de la santé.

La guerre des monnaies ouvre-t-elle une quelconque perspective d'avenir ? Evidemment non ! Le dollar, comme monnaie de réserve internationale est un outil de domination politique pour l'administration de Washington. Tel qu'il est conçu, l'euro est un instrument au service de la spéculation. Un autre monde, conçu pour les peuples, leur travail, leur création, appelle une monnaie commune mondiale, de coopération et d'échanges.

Au lieu d'inventer des tribunaux privés qui appliquent la loi édictée par les multinationales contre celle des représentants élus des peuples, comme cela commence à se produire partout, des États-Unis à la Chine, des pays arabes à l'Europe, soyons les champions des droits humains et du déploiement des ailes de la démocratie et de la liberté. Poussons toujours plus loin l'émancipation des peuples et des individus :

droit au travail et à l'éducation, droit à la santé, à la culture, à l'alimentation de qualité, droit à un environnement préservé et amélioré, droit à l'information et à l'accès aux nouvelles technologies. Bref, droit à une vie en sécurité, dans un monde sans armes, fait de coopération où chacune et chacun pourrait participer aux affaires de la cité et du monde, avec de nouvelles instances démocratiques.

De ce point de vue, un débat mondial doit être ouvert pour une réforme de l'Organisation des Nations-Unies, en vue de la démocratiser et pour qu'elle devienne un lieu de débats et d'actions pour impulser la paix et un nouveau développement humain durable.

Un autre avenir peut s'ouvrir à partir de tels objectifs, on peut imaginer d'autres finalités pour nos sociétés, d'autres modes de débat et de délibération au service de l'intérêt général.

Des centaines de millions de citoyens, de multiples forces sociales, syndicales, des partis progressistes et écologistes sur toute la planète sont disponibles pour agir ensemble afin d'éviter le pire et pour s'atteler à la tâche de la construction de nouvelles issues pour l'humanité.

Au Canada, au Mexique, aux États-Unis, des millions de salariés et de consommateurs font l'amère expérience du traité de libre-échange nord-américain (ALENA).

Ils vivent la régression sociale et démocratique, avec la précarisation accrue du travail, les expropriations, la baisse des salaires, le chômage de masse, les inégalités amplifiées, la mainmise des multinationales nord-américaines sur les biens publics. Des alliances nouvelles peuvent être nouées avec eux contre les méfaits de tels traités dits de « libre-échange ».

Le combat, en France, pour la défense et l'amélioration de ce que l'on appelle notre « modèle social » participe largement de ce mouvement au service du mieux-être, de l'efficacité sociale, économique et écologique. Chaque point marqué face aux contre-réformes telles que la loi de flexibilité, ou les reculs concernant les retraites, la protection sociale, ou le moratoire sur les OGM, est un service rendu à l'ensemble du mouvement. C'est la combinaison d'un mouvement populaire et du refus du gouvernement de gauche en 1998, de poursuivre les discussions sur « l'accord multilatéral pour les investissements » qui a mis ce dernier en échec. Pourquoi ne pas initier le même mouvement pour que le gouvernement français oppose son veto au « projet Dracula ».

Très nombreux sont, en Europe, aux États-Unis, en Amérique Latine, en Chine, en Inde, en Afrique, les citoyens qui peuvent s'unir et agir avec l'implication des organisations syndicales, paysannes, de salariés ou de juristes, des associations très diverses, des mouvements de consommateurs, du monde de la création et de la culture ou de « lanceurs d'alerte », et même

le secteurs important des petites et moyennes entreprises, et les mouvements écologistes et progressistes qui n'accepteront pas la remise en cause, ni de la sécurité alimentaire, ni les menaces sur l'environnement, pas plus que les nouvelles menaces sur le droit du travail ou sur la protection sociale ou encore le refus de la diversité culturelle et la remise en cause du droit et de la souveraineté populaire.

Un mouvement large, puissant, solidaire, recoupant tout l'échiquier des forces progressistes, de gauche et écologistes, en France, en Europe, aux États-Unis ne demande qu'à être aidé, motivé, impulsé, pour changer le scénario préétabli du marché transatlantique.

Les peuples unis peuvent terrasser Dracula.

Nous sommes de ce mouvement.

GRAND MARCHÉ
TRANSATLANTIQUE



DRACULA CONTRE LES PEUPLES

Patrick Le Hyaric

Directeur de l'Humanité

Député au parlement européen



ÉDITIONS DE L'HUMANITÉ

EXCLUSIF : Le mandat de négociation de la commission européenne
(classé diffusion restreinte)